

GROUPE DE RECHERCHE SUR LES INSTITUTIONS ET LES MOUVEMENTS
SOCIAUX (GRIMS)

PROGRAMMATION 2007-2008

La série de séminaires de l'année en cours a pour objectif de poursuivre l'approfondissement de l'action collective autour des controverses sociales, culturelles et environnementales que nous avons commencé à examiner il y a de cela maintenant trois ans. Cette année les séances sont publiques. Elles ont lieu au département de sociologie de l'Université de Montréal, Pavillon Lionel-Groulx, 3150, rue Jean-Brillant, Local C-5121 à 13h30.

26 octobre- chercheurs invité : Marcos Ancelovici, département de science politique, Université McGill.

« Les fondements organisationnels des réactions à la mondialisation: le cas des syndicats français »

Résumé:

Contrairement aux approches ahistoriques développées par les économistes néoclassiques et les approches institutionnalistes en science politique, ma recherche propose d'aborder les réactions à la mondialisation en tant que processus organisationnels conditionnés par une dynamique de dépendance au sentier (path dependency). A travers une étude comparative des deux principales confédérations syndicales françaises--la CFDT et la CGT--j'essaie de montrer que les réactions contemporaines à la mondialisation sont étroitement liées à la façon dont les organisations ont résolu des crises majeures dans le passé.

30 novembre- chercheurs invités : Dominique Caouette, département de science politique, Université de Montréal, avec Émilie Béland et Carmen Diaz, étudiantes au département de science politique, Université de Montréal.

« L'action collective transnationale comme processus bidirectionnel : cadrage, identité, mobilisation et localisation »

Résumé :

L'exposé abordera l'approche conceptuelle sur l'action collective transnationale (en particulier celle développée autour des ouvrages de Della Porta et Tarrow 2005, Keck et Sikkink 1999; Bandy et Smith 2004; et Tarrow 2005) en soutenant qu'une partie de cette littérature oublie ou du moins n'accorde pas suffisamment d'attention, aux processus bidirectionnels qu'impliquent la transnationalisation. À travers l'étude de quatre types de mouvance transnationale, nous proposons que la dynamique de transnationalisation génère au-delà des ressources, des connaissances ou des alliés extérieurs, de nouveaux espaces identitaires et de nouvelles possibilités de conceptualiser l'espace local de lutte et

de résistance. En ce sens, les dynamiques d'échelle développées entre autres par Masson (2005) deviennent significatives, mais requièrent que l'on considère de manière distincte comment l'espace national et local devient la matrice sur laquelle s'exerce et se matérialise cette transnationalisation. Au niveau macro, l'étendue et l'accélération de l'internationalisation de l'économie formelle et informelle ainsi que les contours de l'espace démocratique national agissent comme facteurs contextuels qui expliquent les variances entre les quatre formes d'activisme transnational étudié ici : soit, la solidarité et l'organisation paysanne au Sénégal, les luttes pour la liberté de la presse et d'expression aux Mexique, la résistance féministe à l'intégration économique dans les Amériques et la création de connaissance et de savoir militant en Asie du Sud-Est

19 décembre- chercheure invitée : Julie-Anne Boudreau, Chaire de recherche du Canada sur la ville et les enjeux politiques liés à l'insécurité, INRS-UCS.

Ces réflexions s'inscrivent dans le cadre d'un projet (encore embryonnaire) cherchant à définir l'urbanité à la fois comme objet d'étude et comme position épistémologique. À ce stade, il s'agit d'un retour sur mes travaux sur la ville et la mobilisation politique. Une catégorisation de l'objet « urbanité » est proposée : 1) une ontologie urbaine, 2) une logique d'action urbaine, et 3) un processus d'urbanisation du politique. La plupart de mes travaux antérieurs se situent au niveau 3. À l'occasion de cette communication au GRIMS, il est proposé de réfléchir sur le niveau 2, soit l'hypothèse d'une logique d'action proprement urbaine. Si cette conceptualisation tient la route, cela supposerait un nouveau regard sur les mouvements sociaux urbains en ce sens que le point de départ de l'analyse serait moins la ville comme objet de revendication ou comme lieu de la mobilisation, mais plutôt l'urbanité comme logique d'action. Y-a-t'il quelque chose de spécifiquement urbain dans la façon dont on agit? Quelles seraient les conséquences et modalités politiques de cette logique d'action? Trois courants de pensée sur l'action seront d'abord discutés : les motifs chez Weber, la sociologie pragmatique de l'action et les dispositions à l'action chez Bourdieu. Ensuite, un retour sur divers sociologues de l'urbain permettra de faire ressortir quelques composantes préliminaires de ce que serait cette logique d'action urbaine.

25 janvier- chercheure invitée : Florence Rudolf, Maître de Conférences, HDR, Université Marc Bloch, Strasbourg.

« Politisation versus temporisation : Deux figures de la conflictualité dans l'École de la modernité réflexive »

Résumé :

La présentation s'appuie sur des lectures croisées des théories générales de la modernité et de la thèse d'un changement de régime de la modernité qu'elle éclaire à partir de deux figures de la conflictualité que sont la politisation et la temporalisation. J'ai mis à l'épreuve ces deux figures, qui font partie du lexique d'Ulrich Beck et de Niklas Luhmann, notamment -, à partir de situations empiriques issues du contexte de la mobilisation écologique en Allemagne et en

France et de controverses scientifico-techniques afférentes à cette dynamique. Outre que la relocalisation de ces concepts permet de préciser certaines lignes de structuration au sein de l'École de la modernité réflexive et d'affiner, en d'autres termes, les différences entre Ulrich Beck et Niklas Luhmann, elle éclaire la notion de risque de développement.

22 février- chercheure invitée : **Caroline Andrew, École d'études politiques, Université d'Ottawa.**

« Création d'un espace public? Les politiques municipales et le mouvement des femmes »

Résumé :

Quelles sont les relations que les groupes de femmes tentent de créer dans leurs échanges et leurs relations avec les municipalités? Quels objectifs poursuivent ces groupes? Quels résultats pouvons-nous dégager de ces relations? Pour répondre à ces questions, je ferai appel aux écrits sur les échelles d'action politique, à ceux sur les nouveaux rôles des villes ainsi qu'aux travaux relatifs à l'institutionnalisation des mouvements sociaux.

28 mars- chercheuses invitées : Barbara Thériault et Sirma Bilge, département de sociologie, Université de Montréal.

« Les « passeurs de frontières » : une réflexion à deux voix »

Résumé :

Il est devenu un lieu commun de la sociologie de penser et de faire penser le lien social comme éprouvé par la diversité culturelle. Notre communication distordra ce cadre par le biais d'une figure, celle du passeur de frontières. La figure renvoie à une problématique, celle que le sociologue Johannes Weiß a associée aux « médiateurs culturels ». Le terme ne rend toutefois pas justice aux acteurs étudiés, car la médiation sous-entend la conciliation, alors que les acteurs auxquels nous faisons allusion (les travailleurs de l'industrie interculturelle ou interreligieuse, mais aussi des acteurs des services ou des débats publics) font — indépendamment de leur volonté — office de courroie de transmission entre une majorité et une minorité.

D'entrée de jeu, notre communication entend travailler cette tension dans la figure ambivalente du passeur de frontières. Celui-ci peut-être issu du groupe majoritaire comme du groupe minoritaire. Dans le premier cas, la position qu'il occupe ne correspond pas toujours à un idéal moderne d'autonomie et d'authenticité qui privilégie l'organisation des minorités par elles-mêmes et non leur prise en charge. Dans le deuxième cas de figure, l'authenticité se trouve souvent assumée comme naturelle. Dans les deux cas, les questions de

l'essentialisme, de la représentation (au sens de « parler au nom d'autrui ») nécessitent d'être problématisées, et la relation de tension entre représentation et *agentivité* exposée. Parce que cette tension se manifeste dans la pratique des acteurs soumis à l'étude et leurs dilemmes, mais aussi dans le travail du chercheur, la présente communication a pour but de souligner une série de problématiques (empiriques, mais aussi normatives et épistémologiques) soulevées par la figure polymorphe du passeur de frontières.

25 avril- présentation de recherches en cours : Catherine Martineau-Delisle, Sophie Hamel-Dufour, Benjamin Perron, Antoine Casgrain (Université Laval) et Julie Hagan (Université de Montréal)

30 mai- chercheure invitée : Andrée Fortin, département de sociologie, Université Laval

« Le juste milieu : représentations de l'espace et trajectoires résidentielles chez les rurbains de l'agglomération de Québec. »

Résumé :

Comment les résidents du « rurbain » se représentent-ils la ville, la banlieue, la campagne ? Comprendre ces représentations est important car celles-ci influencent les pratiques. Mon analyse se base sur quelque 130 entretiens réalisés dans l'agglomération de Québec, mais en dehors de la ville de Québec. Si leurs représentations de l'espace sont assez claires, les répondants ne savent pas nécessairement comment parler de leur milieu de résidence. Je me pencherai aussi sur leurs rêves et aspirations résidentielles ainsi que sur leurs trajectoires résidentielles.

Il en ressort que non seulement les résidents du rurbain ne sont pas d'anciens urbains, mais qu'ils ne souhaitent pas non plus le devenir ; idéalement ils s'éloigneraient de la ville-centre plutôt qu'ils ne s'en rapprocheraient. Leurs choix résidentiels sont clairs, cohérents avec leurs représentations et leurs habitus résidentiels, même s'ils ont du mal à nommer l'espace où ils vivent.